

2017

APERÇU DES **BESOINS** HUMANITAIRES

PERSONNES DANS LE BESOIN

2,2M

OCT 2016



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Ce document est élaboré au nom de l'Equipe Humanitaire Pays et de ses partenaires.

Ce document présente la vision de la crise partagée par l'Equipe Humanitaire Pays, y compris les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle consolidée et contribue à informer la planification stratégique conjointe de réponse.

Les appellations employées dans le rapport et la présentation des différents supports n'impliquent pas d'opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni de la délimitation de ses frontières ou limites géographiques.



www.unocha.org/car








www.humanitarianresponse.info/en/operations/car



@OCHAcarww

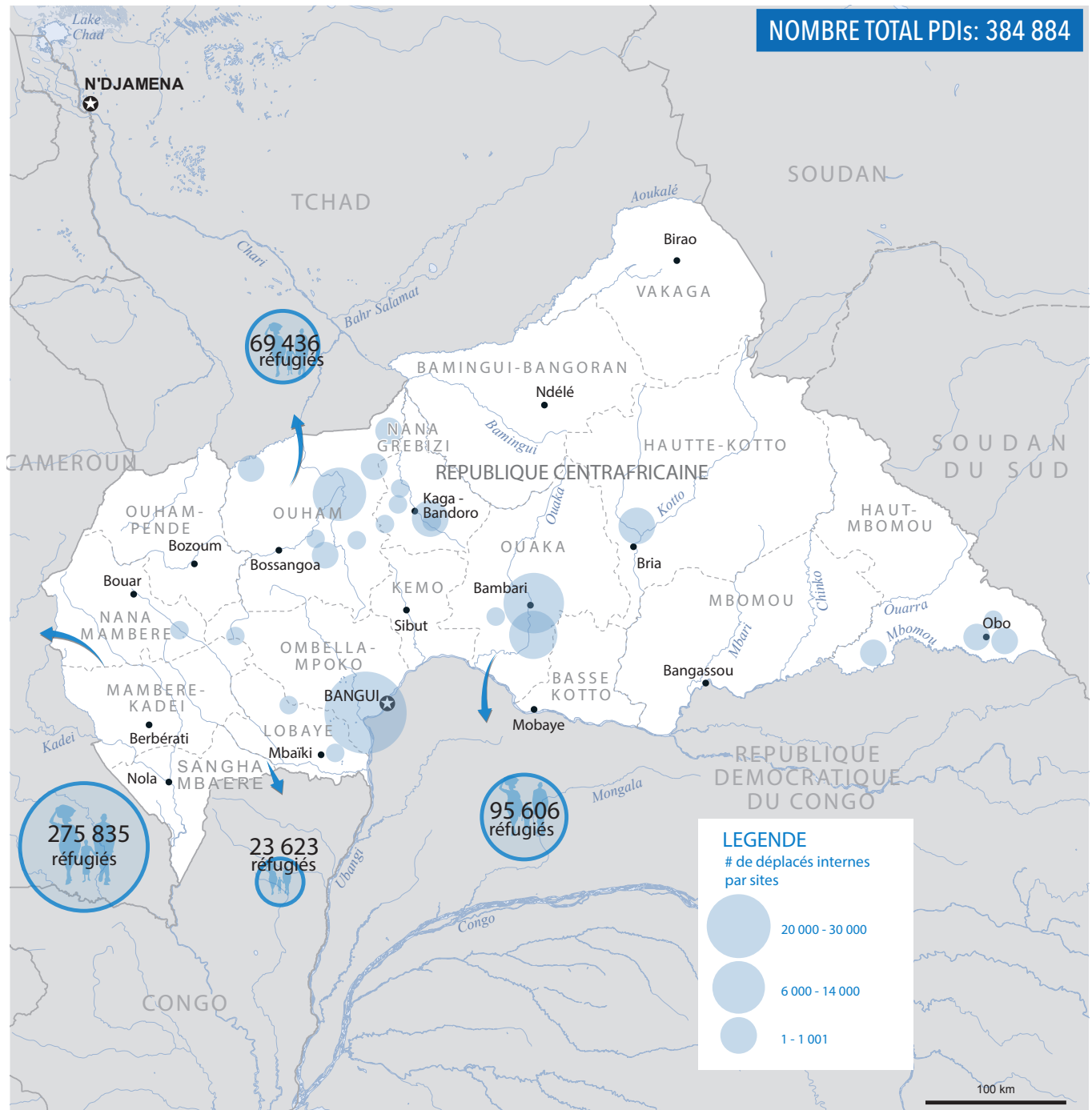
PARTIE I: RÉSUMÉ

- 
-  Besoins humanitaires et chiffres clés
 -  Impact de la crise
 -  Désagrégation des personnes dans le besoin
 -  Sévérité des besoins

PERSONNES DANS LE BESOIN

2,2M

NOMBRE TOTAL PDI: 384 884



BESOINS HUMANITAIRES

ET CHIFFRES CLÉS

La République centrafricaine (RCA) traverse une crise profonde et complexe aux conséquences humanitaires considérables. L'insécurité permanente, les contraintes logistiques et la baisse des financements freinent l'accès humanitaire et expliquent les difficultés à répondre aux besoins des plus vulnérables. La Centrafrique est l'un des pays les plus pauvres et instables au monde. Si la crise de 2013 était politico-militaire, elle s'est transformée en un conflit intercommunautaire sans précédent. Elle a provoqué l'effondrement d'infrastructures socio-économiques déjà faibles. L'absence de services sociaux de base est quasiment totale et le redéploiement des services de l'Etat peine à se concrétiser.

BESOINS HUMANITAIRES

05



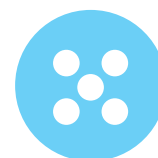
1 Protection de la population victime de tensions intercommunautaires et/ou d'exactions

perpétrées par les éléments armés
La situation sécuritaire est donc instable et imprévisible. Des violations massives des droits humains et du droit humanitaire international sont observées parmi lesquelles on retrouve les attaques contre les civils, les meurtres, les pillages, les violences sexuelles, le recrutement d'enfants soldats, l'occupation d'écoles ou l'intrusion de groupes armés dans des hôpitaux. Le système judiciaire n'est pas efficace et par conséquent l'impunité règne dans la plupart des préfectures du pays. En 2016, 3 077 incidents de violences basées sur le genre (VBG) ont été rapportés. 13 000 enfants sont associés aux forces et aux groupes armés¹.



2 Accès aux services sociaux de base

Les services sociaux les plus élémentaires sont dysfonctionnels, voire inexistant dans de nombreuses villes du pays. En avril 2016, 25% des écoles étaient non fonctionnelles. Du fait de cette situation chaotique, les enfants, des zones rurales, ont perdu plus de deux ans de scolarité. En 2016, 40% de la population se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. La prévalence de la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) est maintenue au-delà du seuil d'urgence (de 2%) dans plusieurs localités. Seulement 30% de la population rurale a accès à des points d'eau protégés et trois personnes sur quatre n'ont aucun accès à des installations sanitaires.



3 Assistance multisectorielle d'urgence en faveur des populations les plus vulnérables, y compris les personnes déplacées et retournées affectées par les conflits armés

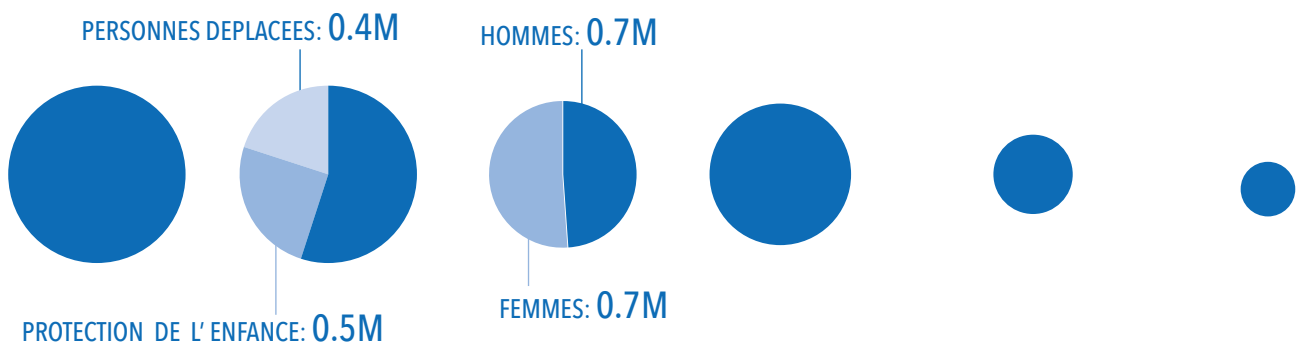
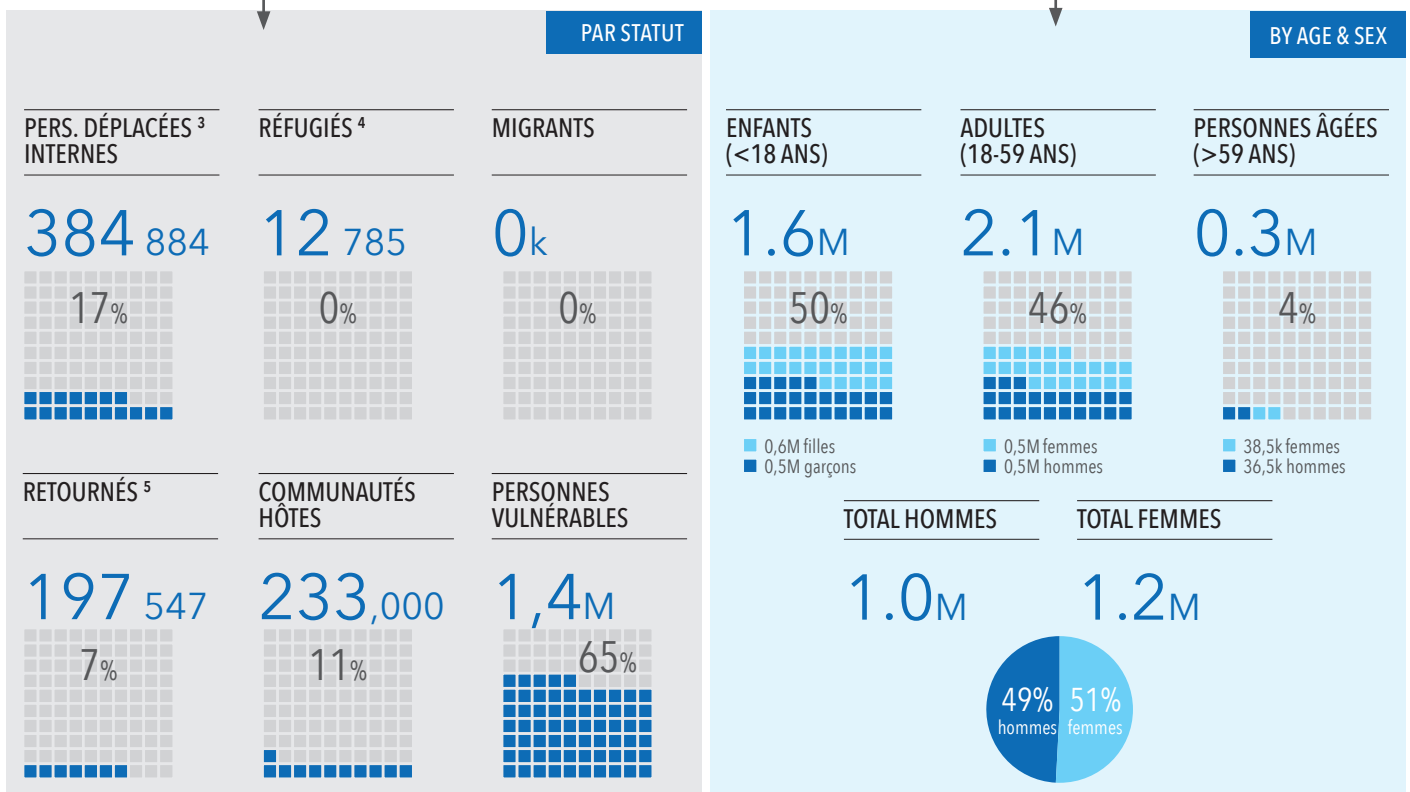
L'une des conséquences de ces conflits est le déplacement de la population. Le nombre de déplacés en RCA est de 384 884. Les mouvements pendulaires de populations de leurs villages d'origines sur les axes vers des sites de regroupement sont exacerbés par l'insécurité et par leur dépendance à l'assistance humanitaire et par leurs difficultés à réintégrer leur communauté d'origine.

¹Source rapport semestriel partiel 2016 du GBVIMS

POPULATION TOTALE



NOMBRE DE PERSONNES AYANT BESOIN D'ASSISTANCE HUMANITAIRE²



²Méthodologie: identification des zones en conflit et des zones en non conflit. Recensement de la population vivant dans les zones en conflit. Identification de ces zones a été faite sur l'application de 3 critères (les incidents violents avec lourdes conséquences humanitaires, la présence de déplacés et d'enclaves). Dans les zones de non conflit, recensement des personnes déplacées, des réfugiés non centrafricains, et de la population en phase humanitaire 3 et 4 d'IPC.

^{3,4,5}Rapport statistique mensuel HCR septembre 2016

IMPACT DE LA

CRISE

L'insécurité récurrente, l'effondrement économique et une profonde déchirure du tissu social et communautaire demeurent la principale conséquence de la crise qui a démarré en fin 2012. Cette situation a engendré d'énormes déplacements de population à l'intérieur et vers l'extérieur du pays, restreint l'accès aux services de base, plongé la population dans la précarité et accru les vulnérabilités notamment celles des femmes et des enfants.

L'insécurité, principal facteur de la crise de protection en Centrafrique

Les éléments armés continuent à se fragmenter et sont présents sur la quasi-totalité de l'étendue du territoire. La plupart des exactions commises sont d'ordre criminel, même si certaines d'entre elles peuvent être motivées par des revendications politiques. Les attaques ciblées contre les civils provoquent des déplacements de population et freinent les mouvements de retour.

Depuis 2014, on comptabilise 2 978 incidents sécuritaires ayant eu des conséquences humanitaires et 417 incidents sécuritaires visant spécifiquement les humanitaires.

458 travailleurs humanitaires ont été victimes de violences et 20 ont été tués.

Les groupes armés, notamment ceux des régions Est et Centre du pays, s'opposent au redéploiement du personnel administratif de l'Etat empêchant par conséquent la réactivation des services sociaux de base.

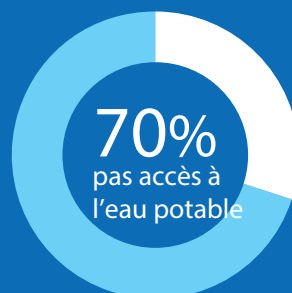
Insuffisance du redéploiement de l'Etat

La fin de la période de transition politique marquée par la prise de fonction en mars 2016 par un Président de la République démocratiquement élu, a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives en terme de redéploiement de l'autorité de l'Etat à l'extérieur de la capitale centrafricaine. Cependant, le manque de capacité, voire l'absence de représentant de l'Etat

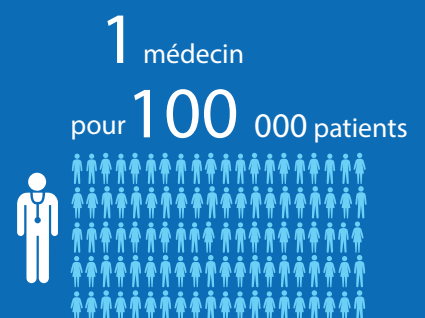
DEPLACEMENTS DE POPULATION



ACCES A L'EAU POTABLE



SANTE



dans certaines régions ne permet pas le développement de services sociaux de bases qui, pour l'instant, sont assurés par les partenaires humanitaires.

Une économie exsangue plonge la population vulnérable dans un état d'extrême précarité

L'absence d'investisseurs, un commerce en berne, des problèmes d'approvisionnement majeurs dus aux blocages récurrents de la route entre le Cameroun et la RCA, la fermeture de la frontière tchado-centrafricaine ainsi que de fréquentes attaques contre les convois transportant des personnes ou des marchandises, ont contribué à plonger le pays dans un état de grave récession. L'inflation régulière des prix et la rupture des stocks renforcent la vulnérabilité de la population. Les secteurs traditionnels de l'élevage, de la pêche et de l'agriculture ont vu leur situation devenir critique par manque de possibilités de stockage et d'acheminement. L'insécurité empêche souvent les agriculteurs d'accéder à leurs champs. La fuite des minorités qui pratiquaient les métiers du commerce a considérablement affaibli l'économie du pays.

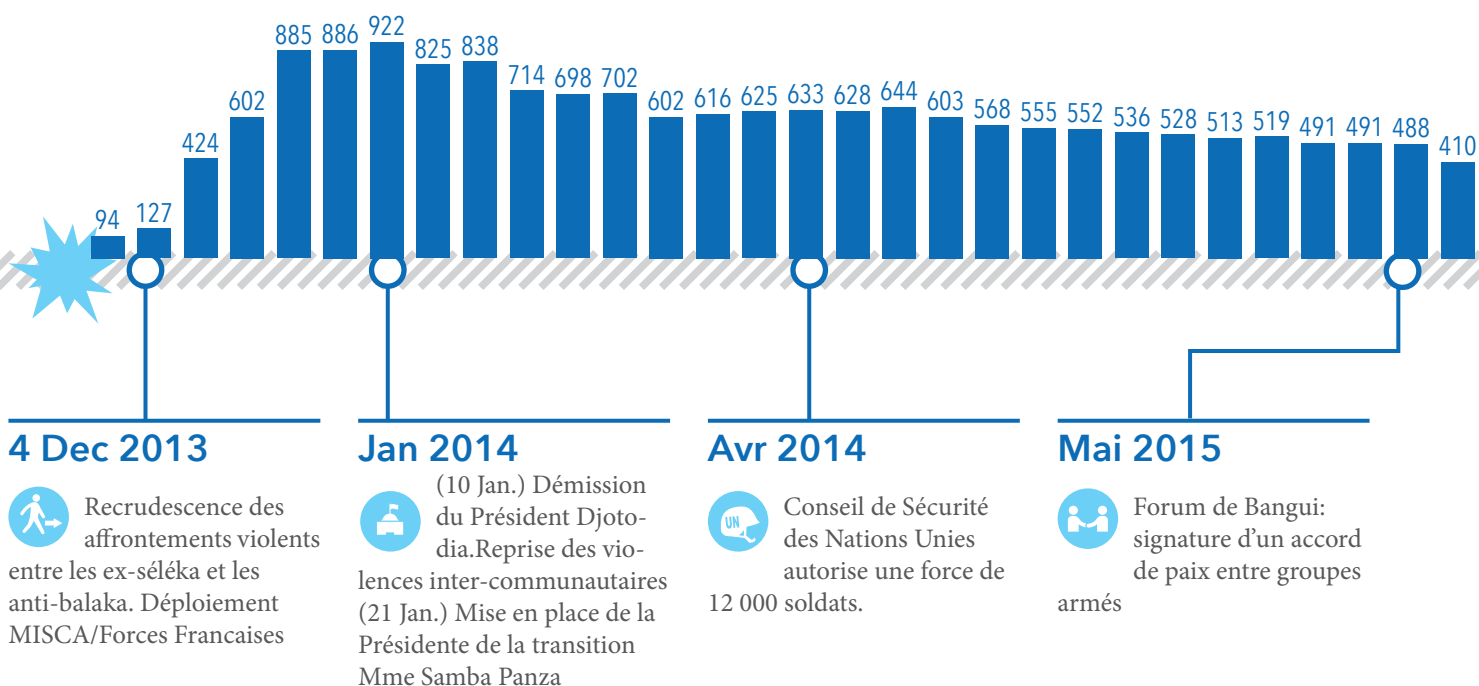
La fracture sociale et intercommunautaire

La crise centrafricaine est marquée par une fracture intercommunautaire profonde. Les efforts de médiation, de dialogue et de gestion des conflits sont des outils qui peuvent réduire la violence et renforcer la protection des civils. Des médiations intercommunautaires ou entre les groupes armés et les communautés ont été menées notamment à Boda, à Dékoa et à Carnot.

La redevabilité est mise en œuvre grâce au dialogue participatif qui renforce l'efficacité de la réponse humanitaire et la protection transversale.

L'extrême pauvreté a un impact direct sur l'accès à l'information dont la première source est la radio. Cependant près de 75% des personnes interrogées dans une enquête conduite par INTERNEWS identifie le manque de récepteurs comme principale raison pour laquelle les gens n'écoutent pas la radio. Ce manque d'accès au poste radio touche plus les femmes (78,9%) que les hommes (70,9%) et limite leur accès à l'information diffusée par les acteurs humanitaires sur les modalités de distribution de l'aide et sur leurs programmes de cohésion sociale. Ce manque d'accès à l'information favorise l'émergence de rumeurs et accroît les risques d'incidents de sécurité.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (EN MILLIERS) *



* la seconde portion du graphique se trouve sur la page suivante

Les problématiques liées à la transhumance et aux conflits entre agriculteurs et éleveurs se sont nettement aggravées depuis le début de la crise. En l'absence de forces de sécurité et de défense nationales, les communautés sont parties à la recherche de nouveaux mécanismes de sécurité.

Le manque d'accès logistique

En l'état de l'indigence de ses moyens logistiques, de son enclavement et de sa dépendance à l'égard du Cameroun en matière d'approvisionnement, la Centrafrique n'est pas en mesure de répondre pleinement aux besoins de sa population. La faiblesse des capacités de transport et le manque de matériel de tout ordre aggrave le manque d'accès à de nombreuses zones en province.

Le réseau routier est extrêmement précaire, voire inexistant. Seulement 3% du réseau est bitumé. Les attaques des convois, qu'ils soient humanitaires ou commerciaux réduisent, souvent drastiquement, les possibilités d'accès dans de nombreuses zones du territoire national.

Le pillage des ressources naturelles

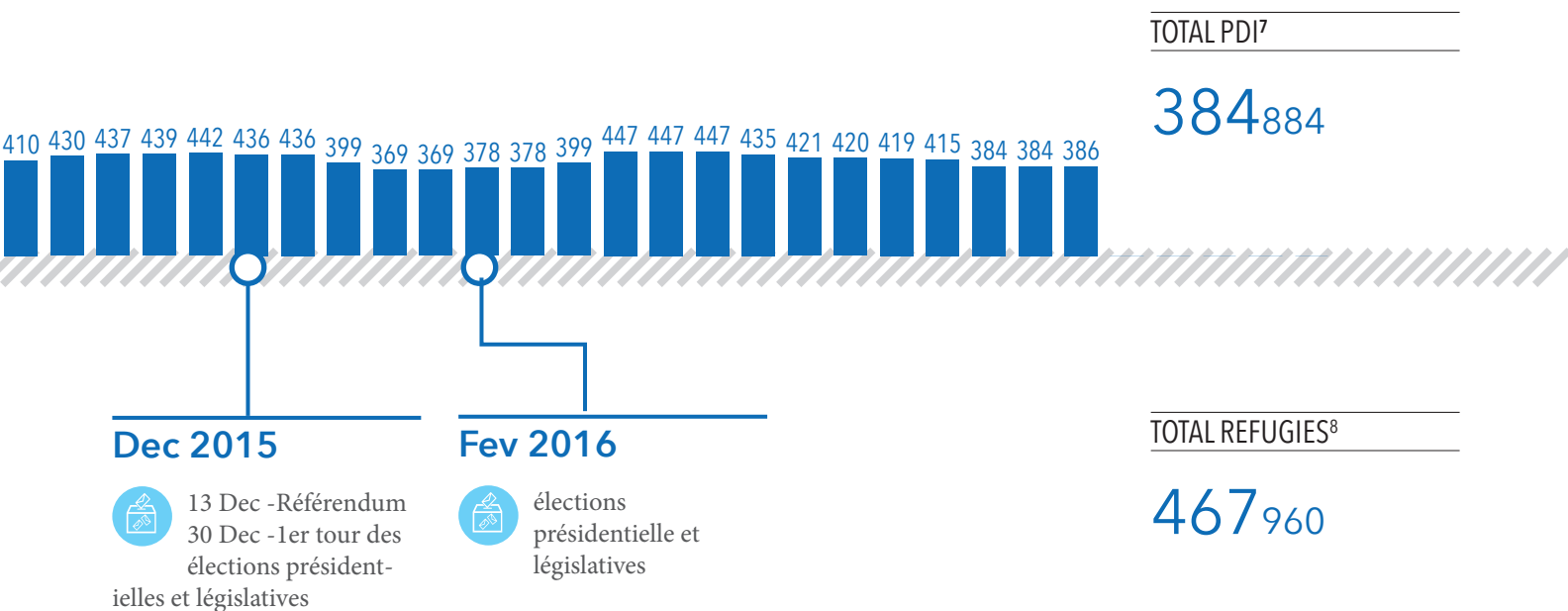
Depuis le début de la crise, la recherche du contrôle des

zones riches en ressources naturelles a conduit certains groupes armés à s'affronter, déclenchant systématiquement de nouveaux mouvements de population. La majorité des revenus de l'exploitation des ressources naturelles ne bénéficie pas aux populations locales. Le contrôle et l'accaparement des ressources naturelles tel que les diamants, l'or, les pâturages, les bois précieux, le pétrole et l'uranium sont à l'origine d'affrontements violents et souvent meurtriers entre les différents groupes armés ainsi que d'attaques ciblant spécifiquement les civils.

Instabilité régionale

Le nombre de réfugiés Centrafricains dans les pays limitrophes a connu une augmentation en 2016 passant de plus de 141 056 en janvier 2014 à 467 960 en septembre 2016⁶. Les ressources naturelles de la Centrafrique poussent certains pays limitrophes à s'immiscer dans la crise actuelle en alimentant en armes des groupes pour le contrôle de zones de pâturage ou diamantifères.

Les prochaines élections politiques notamment en République démocratique du Congo et l'aggravation du conflit au Soudan du Sud pourraient avoir un impact direct sur la crise centrafricaine



Problématique LTB

Les conflits liés aux problèmes fonciers (logement, terre et biens (LTB)) ont de graves répercussions sur la cohésion sociale notamment du fait d'affrontements entre population locale et personnes retournées. À cela s'ajoutent les tensions intercommunautaires, les conflits liés à la transhumance, les violations récurrentes liées à certaines pratiques néfastes telle que les accusations de sorcellerie, les mariages précoces et les mutilations génitales. Ces multiples problèmes de protection fragilisent une situation au sein de laquelle la population demeure très exposée notamment dans plusieurs régions prioritaires où les acteurs de protection, étatiques ou non, peinent à s'imposer et à créer un cadre sécuritaire et juridique nécessaire aux besoins fondamentaux d'une population particulièrement vulnérable.

Genre

Le conflit a des impacts différents selon les personnes, les sexes et les âges. La société centrafricaine repose sur une organisation fortement patriarcale où 70% des femmes sont analphabètes et n'ont pas connaissance de leurs droits. Le taux d'analphabétisme des jeunes âgés de 15 à 24 ans s'élève à 74% pour les filles et à 52% pour les garçons. L'Index Genre du PNUD, situe le RCA au 142ème rang sur 148 pays. Un nombre important d'hommes et de garçons ont dû prendre part au conflit engendrant une augmentation du nombre de ménages dont la gestion revient exclusivement à des femmes veuves. L'expérience montre que ce type de ménage a généralement moins de capacité pour se protéger et accède plus difficilement à des activités rémunératrices, à un logement, à l'alimentation, à l'eau et à la santé. On observe une augmentation considérable du nombre d'exploitations sexuelles et de la prostitution. Ces ménages doivent impérativement faire l'objet d'un suivi particulier et recevoir des réponses humanitaires adaptés.

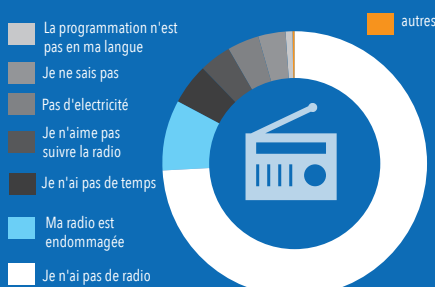
Parmi les violations compilées par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'Homme (OHCHR), 77% des victimes sont des hommes, 12% sont

des femmes, 7% sont des garçons et 4% sont des filles. Les hommes sont plus affectés par les exécutions arbitraires, les arrestations et les détentions arbitraires, les traitements cruels, inhumains et dégradants ainsi que les extorsions. Les femmes et les filles sont plus affectées par les enlèvements, les accusations liées à la sorcellerie et les violences sexuelles. Le viol caractérisé est un problème majeur en Centrafrique. Alors qu'en 2015, 693 viols avaient été pris en charge dans des structures de santé, au cours du 1er semestre de 2016, 501 cas de viols dont 81 sur mineurs ont déjà été comptabilisés par des acteurs santé. L'accès aux structures de santé étant très limité dans la plupart des localités où règnent l'insécurité, le nombre réel des cas de viols est très certainement supérieur.

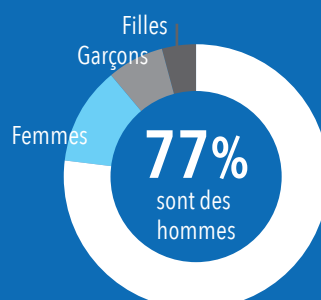
Transhumance

Parallèlement, les conflits intercommunautaires opposants les agriculteurs aux éleveurs nomades au moment de la saison de transhumance, d'octobre à mai, dans les régions frontalières, du Tchad au Nord, du Soudan et du Soudan du Sud à l'Est et du Cameroun à l'Ouest ont des conséquences désastreuses sur la stabilisation de ces zones et sur les mouvements de retours qui y sont observés.

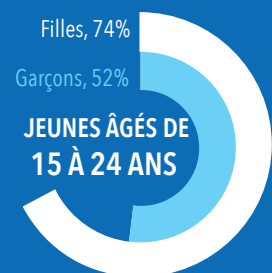
ACCES A LA RADIO



VICTIMES DES VIOLATIONS



TAUX D'ANALPHABESATION





DÉSAGRÉGATION DU NOMBRE DES









PERSONNES AYANT
BESOIN D'ASSISTANCE

On estime la population à 2,2 millions de personnes, soit près de 50% sur une population totale de 4,6 millions en Centrafrique. Il ressort de l'analyse intersectorielle que les personnes dans le besoin d'assistance humanitaire sont plus concentrées dans les prefectures de l'Ouham, l'Ouham Pende, la Ouaka et à Bangui.

NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN⁹

2,2M

NOMBRE DE PERSONNES AYANT BESOIN D'ASSISTANCE PAR SECTEUR


















	PAR STATUT						PAR SEXE & ÂGE		TOTAL Pers. dans le besoin
	PDIs	Réfugiés	Migrants	Retournés	Communautés Hôtes	Personnes vulnérables	% femmes	%enfants, adultes pers. âgées*	
 Abris/NFI/CCCM	0,4M	-	-	0,2M	0,1M	0,2M	51%	50 46 4%	0,8M
 Eau, Hygiène & Assainissement	0,2M	-	-	-	-	2,0M	51%	50 46 4%	2,2M
 Education	68k	-	-	-	-	0,4M	51%	100 0 0%	0,4M
 MSSC	-	-	-	0,2M	0,2M	1,0M	51%	50 46 4%	1,4M
 Nutrition	-	-	-	-	-	0,2M	69%	51 49 0%	0,2M
 Protection	0,4M	10k	-	0,2M	0,2M	1,2M	51%	50 46 4%	2,0M
 Santé	-	-	-	-	-	1,3M	51%	40 53 7%	1,3M
 Sécurité alimentaire	0,4M	-	-	0,2M	0,2M	1,2M	51%	40 53 7%	2,0M

*Enfants (<18 ans), adultes (18-59 ans), pers. âgées (>59)

⁹Méthodologie: identification des zones en conflit et des zones en non conflit. Recensement de la population vivant dans les zones en conflit. Identification de ces zones a été faite sur l'application de 3 critères (les incidents violents avec lourdes conséquences humanitaires, la présence de déplacés et d'enclaves). Dans les zones de non conflit, recensement des personnes déplacées, des réfugiés non centrafricains, et de la population en phase humanitaire 3 et 4 d'IPC.

PERSONNES DANS LE BESOIN

(SEPT 2016, EN MILLIONS)

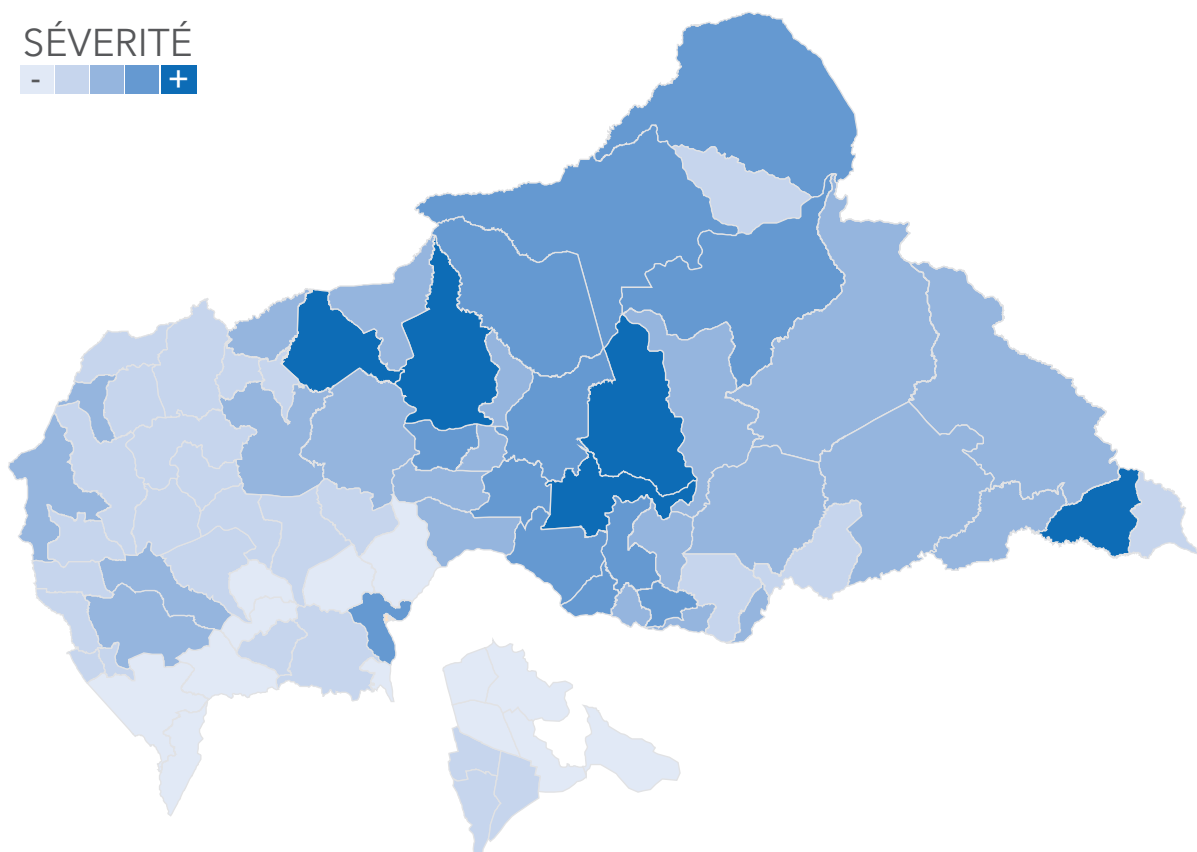
	PAR STATUT						PAR AGE ET SEX			TOTAL	
	PDIs	Réfugiés	Migrants	Re-tournés	Communautes hôtes	Personnes vul-	% femmes	% enfants, adultes, pers. âgée	Pers. dans le	Popu-lation Totale	
 ABAMINGUI BANGORAN	3k	-	-	1k	3k	20k	51%	50 46 4%	28k	0.1	
 BANGUI	65k	-	-	98k	54k	7k	51%	50 46 4%	0,2	0.8	
 BASSE KOTTO	7k	-	-	7k	7k	50k	51%	50 46 4%	0,1	0.3	
 HAUT MBOMOU	15k	7k	-	-	1k	20k	52%	50 46 4%	44k	0.1	
 HAUTE KOTTO	16k	-	-	-	15k	-	47%	50 46 4%	31k	0.1	
 KÉMO	3k	-	-	7k	3k	14k	51%	50 46 4%	27k	0.1	
 LOBAYE	32k	-	-	-	32k	20k	51%	50 46 4%	0.1	0.3	
 MAMBÉRÉ KADÉÏ	20k	-	-	4k	20k	106k	50%	50 46 4%	0.1	0.4	
 MBOMOU	11k	-	-	-	11k	79k	51%	50 46 4%	0.1	0.2	
 NANA GRÉBIZI	25k	-	-	10k	10k	79k	51%	50 46 4%	0.1	0.1	
 NANA MAMBÉRÉ	17k	-	-	10k	17k	85k	51%	50 46 4%	0.1	0.3	
 OMBELLA M'POKO	51k	-	-	4k	10k	91k	50%	50 46 4%	0.2	0.4	
 OUAKA	54k	2k	-	2k	10k	193k	52%	50 46 4%	0.3	0.3	
 OUHAM	51k	-	-	2k	14k	276k	51%	50 46 4%	0.3	0.4	
 OUHAM PÉNÉ	5k	-	-	1k	5k	332k	52%	50 46 4%	0.3	0.5	
 SANGHA MBAÉRÉ	3k	-	-	-	3k	12k	50%	50 46 4%	18k	0.1	
 VAKAGA	1k	-	-	-	1k	44k	53%	50 46 4%	47k	0.1	
GRAND TOTAL	0.4M	10K	-	0.2M	0.2M	1.4M	51%	50 46 4%	2.2M	4,6M	

*Enfants(<18 ans), adultes (18-59 ans), personnes âgées

SÉVERITÉ DES**BESOINS**

L'analyse des données combinées de la protection générale englobant les problèmes de sécurité, les violations des droits LTB, la protection de l'enfance et les violences basées sur le genre ainsi que la problématique liées à l'accès aux services de base (EHA, Nutrition, Education, Santé et Sécurité alimentaire) fait nettement ressortir les sous-préfectures de Batangafo, Kaga-Bandoro, Bambari, Bria et Obo. Dans ces zones, la population fait face à une extrême vulnérabilité.

SÉVERITÉ



PARTIE II: APERÇU DES BESOINS PAR SECTEUR

INFORMATIONS PAR SECTEUR



ABRIS/NFI/CCCM



EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT



EDUCATION



MOYENS DE SUBSISTANCE ET STABILISATION COMMUNAUTAIRE



NUTRITION



PROTECTION



SANTÉ



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



LOGISTIQUE

DÉFICIT D'INFORMATION ET PLANIFICATION
DES EVALUATION DES BESOINS

ABRIS/NFI/CCCM

APERÇU



Malgré une tendance au retour observée depuis le début de l'année 2016, la majorité des mouvements sont pendulaires entre les axes et les sites de déplacés. Les 197 547 retournés recensés depuis le début de l'année se heurtent à des difficultés de réintégration dû au manque d'accès à des logements et aux services sociaux de bases. Certains rapatriés spontanés réfugiés dans les pays limitrophes n'arrivent pas à regagner leurs lieux d'origine et n'ont donc d'autre choix que de se déplacer sur les sites et dans les familles d'accueil.

POPULATION AFFECTÉE

Environ 197 547 personnes sont retournées tandis que 384 884 personnes sont toujours déplacées. Les besoins de la population en 2017 vont augmenter. Cela nécessitera que le Cluster puisse répondre aux besoins d'urgence pour au moins 452 781 personnes et assiste environ 324 100 vers le relèvement et les solutions durables à travers l'appui à la reconstruction. Les déplacés sur les sites, en familles d'accueil, les retournés et les personnes vulnérables dans les communautés hôtes (estimée à 776 881 personnes par le Cluster) ont besoin d'une assistance en abris, en articles essentiels de bases ainsi qu'en protection et une assistance à travers la gestion et la coordination des sites.

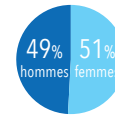
BESOINS HUMANITAIRES

Les personnes déplacées qui initient des mouvements de retour font face à des besoins urgents en abris. Leurs maisons ont souvent été détruites, endommagées, pillées ou occupées. Dans la préfecture de Bangui au moins 18 517 maisons ont été endommagées et 4 549 détruites. Lorsque les maisons sont occupées, un arbitrage est généralement organisé avec les autorités locales. La question foncière est une source de

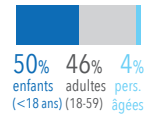
PERS. DANS LE BESOIN

776 886

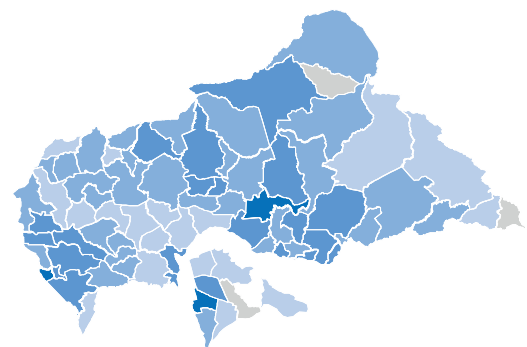
PAR SEXE



PAR AGE



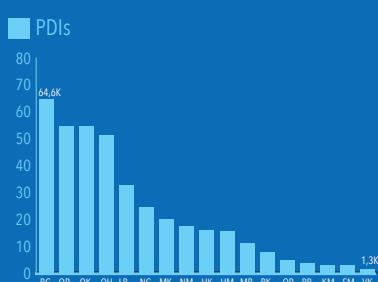
CARTE DES SÉVÉRITÉS



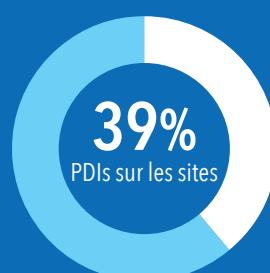
conflit et de violation des droits des personnes en RCA. Les femmes veuves sont doublement vulnérables, car, en l'état du droit coutumier en vigueur, l'appui de leur belle famille est déterminant pour qu'elles puissent récupérer leurs maisons.

Les besoins urgents en abris sont amplifiés par un manque d'accès aux articles essentiels, aux services sociaux de base et aux infrastructures communautaires. Ces besoins sont fortement exprimés dans les préfectures de la Mambéré-Kadeï, de la Nana-Mambéré, de l'Ouham-Pende, de la Sangha-Mbaere et de la Kemo. 70% des 197 547 personnes retournées ont besoin d'environ 20 614 abris.

DÉPLACÉS INTERNES PAR PREFECTURE



DÉPLACÉS INTERNES SUR SITES



DEPLACEMENTS DE LA POPULATION

1 sur 5 sont déplacés



EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

APERÇU



De nombreuses structures d'eau, d'hygiène et d'assainissement ont été détruites ou endommagées affectant les populations vivant dans des zones de conflit. L'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement est un enjeu majeur pour les 384 884 personnes déplacées vivant dans des sites et des communautés d'accueil. Les femmes et les enfants, filles et garçons, sont les principaux responsables de la collecte de l'eau à usage domestique. Dans les zones de conflit, ces derniers sont exposés aux violences et/ou aux enlèvements par des groupes et bandes armés. En outre, cette catégorie de personnes vulnérables est, lors du puisage et du transport de l'eau, davantage exposée aux explosifs de guerre abandonnés. Ces heures investies par les femmes et les enfants dans la corvée de l'eau pourraient être orientées vers d'autres activités, comme la scolarisation, en particulier celle des filles, ou vers des activités génératrices de revenus.

POPULATION AFFECTÉE

On estime à 2,2 millions le nombre personnes qui seraient dans le besoin d'une assistance humanitaire en EHA dont 384 884 déplacés internes, 234 000 personnes des communautés d'accueil, 197 647 personnes retournées et 1,4 million de personnes extrêmement vulnérables des zones à risque de choléra et des zones dépourvues de point d'eau fonctionnel. Certains groupes sont particulièrement vulnérables aux maladies hydriques, comme les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes malades.

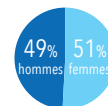
BESOINS HUMAINITAIRES

Le manque d'accès à des systèmes d'approvisionnement en eau de qualité met en péril la santé des personnes vulnérables notamment les déplacées et les communautés d'accueil.

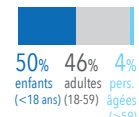
PERS. DANS LE BESOIN

2,2M

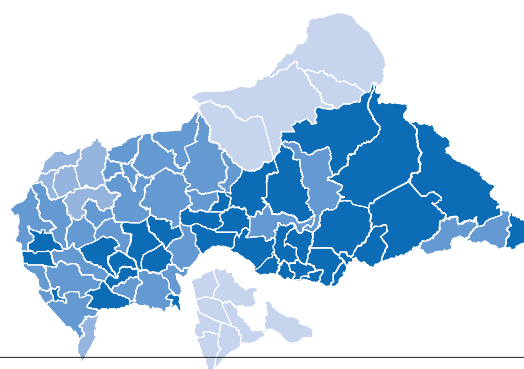
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS

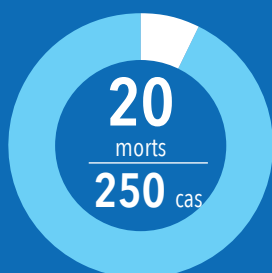


La situation de l'assainissement est également inquiétante. Avec une couverture de 22%, plus de trois personnes sur quatre qui ne disposent d'aucune installation sanitaire adéquate avec des disparités selon le lieu de résidence et selon les préfectures.

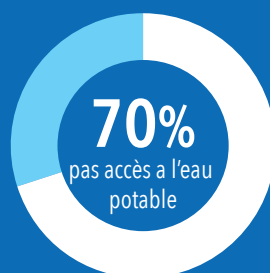
Dans les sites de déplacés, le fait de ne pas toujours avoir des blocs de latrines séparés hommes/femmes limite l'accès, la dignité et la sécurité des utilisateurs/trices. Le manque d'éclairage et de verrous permettant de fermer les portes expose les femmes aux viols et aux harcèlements sexuels.

Des manquements importants en terme de réponse humanitaire sont rapportés dans les sites de déplacés des sous-préfectures de Bimbo, Bambari et Botangafo où se trouvent près de 90 000 déplacés.

ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA



ACCÈS EAU POTABLE



INSTALLATION SANITAIRE



EDUCATION

APERÇU



Le système éducatif, déjà fragile, a subi une importante détérioration durant les trois dernières années de crise, engendrant une perte d'accès à l'éducation, limitant les opportunités d'apprentissage et de développement personnel des enfants.

L'année scolaire 2015-2016 a été marquée par la réouverture des écoles, rétablissant l'accès à l'éducation à de nombreux enfants déscolarisés depuis plus de deux ans. Cependant, la fonctionnalité des écoles, estimée à 75% à l'échelle nationale, demeure irrégulière avec de grandes disparités géographiques. L'insécurité, le manque d'enseignants, le déplacement de populations et la destruction de locaux scolaires sont les causes principales de la non fonctionnalité de ces écoles.

Les enfants qui ont vu leur accès à l'éducation interrompu ont plus de risque d'être déscolarisés et sont plus vulnérables à l'exploitation. Les filles sont confrontées au risque de mariage précoce/forcé, aux grossesses précoces et non désirées, à la prostitution, à l'exploitation sexuelle et aux violences basées sur le genre. Les garçons sont plus susceptibles d'être associés aux groupes armés, de s'impliquer dans la criminalité et d'être initiés aux drogues.

POPULATION AFFECTÉE

Le Cluster Éducation estime que plus de 400 000 enfants sont dans le besoin d'intervention d'éducation en situation d'urgence.

D'après les données de la CMP du mois d'août, plus de 40% des déplacés internes sur sites sont d'âge scolaires (3-18), soit plus de 68 000 enfants.

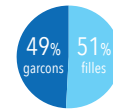
BESOINS HUMANITAIRES

Les besoins humanitaires prioritaires pour le Cluster

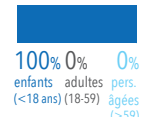
PERS. DANS LE BESOIN

400 000

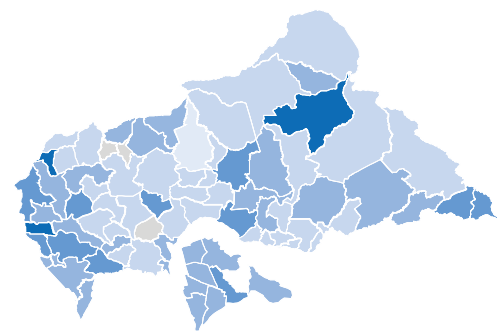
PAR SEXE



PAR AGE



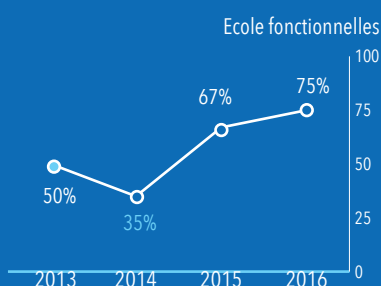
CARTE DES SÉVÉRITÉS



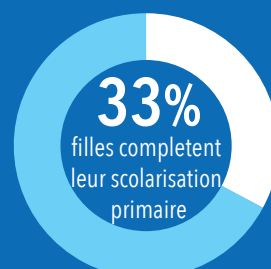
Education sont :

- Assurer un accès équitable aux services éducatifs pour les filles et les garçons, à travers la réouverture des 500 écoles non-fonctionnelles.
- Fournir des offres éducatives adaptées aux besoins des filles et garçons déscolarisés.
- Assurer un appui psychosocial aux enfants au sein de l'école.
- Mettre en place des activités de cohésion sociale permettant la réitération pacifique des enfants déplacés et la coexistence pacifique communautaire.
- Assurer la protection des écoles et des filles et garçons, à travers des plans de sécurisation et de résilience.

ÉCOLES FONCTIONNELLES



SCOLARISATION DES FILLES



ÉCOLES ATTAQUÉES

1 sur 10 a subi une forme d'attaque



MOYENS DE SUBSISTANCE ET STABILISATION COMMUNAUTAIRE

APERÇU



La fin de la période de transition politique au début de l'année 2016 et le retour à l'ordre constitutionnel en République centrafricaine permet de focaliser l'attention de la communauté

humanitaire sur la nécessité de faciliter la transition entre l'aide humanitaire d'urgence et le renforcement de la résilience des populations à long terme. Toutefois, tant que la population ne sera pas en capacité de rétablir ses moyens de subsistance et le niveau de cohésion sociale d'avant 2013, les besoins humanitaires immédiats ne seront pas résolus.

POPULATION AFFECTÉE

Le champ d'intervention du cluster MSSC couvre les actions de relèvement renforçant les moyens de subsistance des populations les plus affectées par le conflit. L'exercice participatif ayant impliqué l'ensemble des partenaires a consisté pour chacun d'entre eux, à estimer la valeur cible des bénéficiaires potentiels de ses actions, désagrégée par sexe à l'échelle des sous-préfectures. Il s'en dégage une population dans le besoin d'environ 1 366 millions d'individus au niveau national avec 671 837 d'hommes (49%) et 694 872 de femmes (51%).

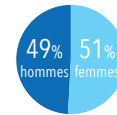
BESOINS HUMANITAIRES

Dans plusieurs régions, des groupes spécifiques de la population sont confrontés à des défis humanitaires et de résilience extrêmes. Ces groupes ont moins de ressources humaines, matérielles et financières pour surmonter les obstacles structurels créés par une pauvreté extrême de longue durée et par le chômage qui ont été exacerbés par la crise de 2013. Les déplacés internes, les réfugiés, les jeunes femmes et les hommes notamment dans le sud-ouest et le centre-nord du pays font partis de ces groupes vulnérables.

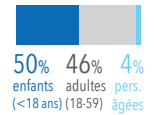
PERS. DANS LE BESOIN

1,4M

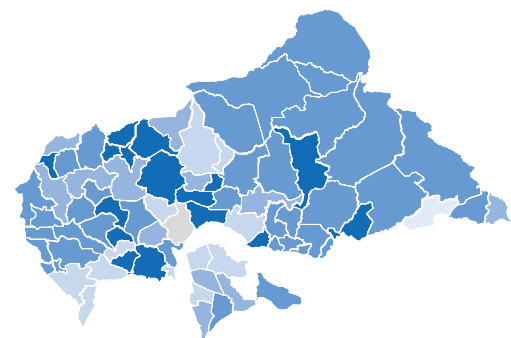
PAR SEXE



PAR AGE

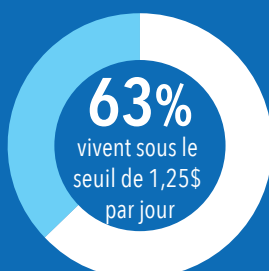


CARTE DES SÉVÉRITÉS

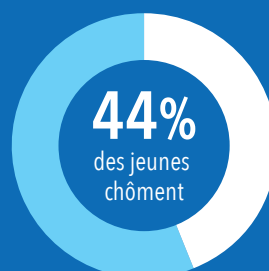


Les ménages monoparentaux féminins sont particulièrement touchés. Avant le conflit, ces ménages représentaient 21,8% des ménages recensés en RCA. Cette proportion a augmenté avec le nombre de décès d'hommes ayant pris part aux combats. Les ménages dirigés uniquement par des femmes ont souvent moins de moyens pour se protéger et garantir un accès à l'alimentation. Les données de l'EFSA 2015 montrent que la part de ménages dirigés par une femme en insécurité alimentaire modérée et sévère est plus élevée que celle des ménages dirigés par un homme avec un écart de près de 10%. Ces ménages n'assurent en général qu'un repas par jour à leur famille et ont davantage recours aux stratégies de crise et d'urgence.

SEUIL DE LA PAUVRETÉ



JEUNES SANS EMPLOI



POPULATION

1 sur 2
est jeune



NUTRITION

APERÇU



L'analyse sectorielle de la nutrition se base sur les résultats du Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (SMART) 2014, sur les enquêtes nutritionnelles réalisées en 2015 dans les sites de déplacés, dans les enclaves et sur les SMART rapides réalisés dans plusieurs quartiers en 2016. Elle révèle une situation nutritionnelle toujours préoccupante en République centrafricaine. La RCA continue d'être confrontée à l'insécurité alimentaire, les mouvements internes de population, les épidémies telles que la rougeole et très récemment le choléra font parties des facteurs principaux de la malnutrition. La malnutrition chronique est très répandue en RCA, avec environ 364 000 enfants, un enfant sur deux, démontrant un retard de croissance.

POPULATION AFFECTÉE

Les partenaires du Cluster Nutrition estiment qu'à l'échelle nationale en 2017, le nombre attendu d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère sera de 39 446 (51% de filles) et d'enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée de 57 643 (51% de filles). Le nombre attendu de femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition aiguë est estimé à 72 696, tandis que le nombre attendu de malnutris est estimé à 10 000 (51% de femmes) et le nombre d'accompagnants d'enfants malnutris aigus sévères avec complications médicales est estimé à 9 862 (51% de femmes). Ces groupes de personnes sont considérés comme étant les plus vulnérables à la malnutrition.

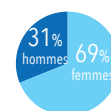
BESOINS HUMANITAIRES

Les besoins identifiés comprennent la prise en charge nutritionnelle des enfants atteints de malnutrition aiguë, le renforcement du système de dépistage-référence des cas de

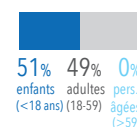
PERS. DANS LE BESOIN

189 646

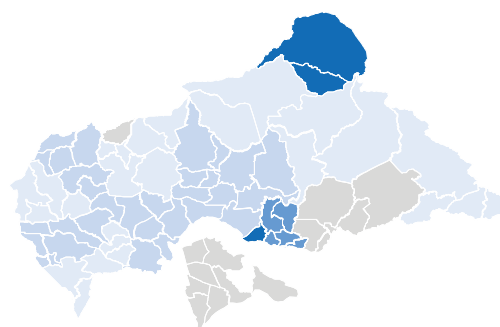
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



malnutrition au niveau communautaire et l'augmentation de la capacité de prise en charge des structures sanitaires. Ces actions sont appuyées par les organisations humanitaires, à travers le nombre croissant de partenaires de nutrition et l'atténuation des contraintes sécuritaires. En outre, la couverture en services pour la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et de la prise en charge des accompagnants dans les unités thérapeutiques reste encore très faible.

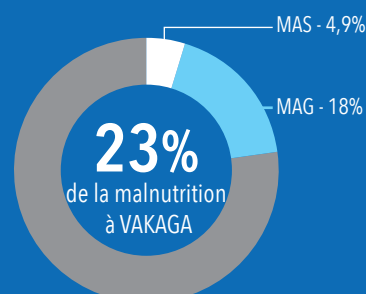
MALNUTRITION AIGUE

72,696

femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë



MALNUTRITION A VAKAGA



RETARD DE CROISSANCE

1 sur 2
enfant démontre
un retard de croissance



PROTECTION

APERÇU



L'installation de nouvelles Autorités issues des élections de la fin 2015 a conduit à une amélioration de la situation sécuritaire.

Néanmoins, plusieurs facteurs constituent toujours des risques importants pour la protection des civils, particulièrement pour les enfants et les femmes et notamment: l'activité des groupes armés, l'absence de programme de DDDR, l'enrôlement des enfants, les violences basées sur le genre (VBG), le déploiement encore très faible des forces nationales de sécurité et de défense, l'absence d'autorités judiciaires, les violations et conflits liés au logement terre et biens (LTB) notamment dans les zones de retour, les tensions intercommunautaires, la transhumance et les violations récurrentes liées à certaines pratiques néfastes comme les accusations de sorcellerie, le mariage précoce, les mutilations génitales féminines (MGF). La quasi-absence d'acteurs de protection –Etatiques et non Etatiques- dans certaines régions prioritaires risque d'aggraver encore la vulnérabilité des populations affectées.

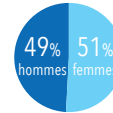
L'analyse des données combinées de la protection (y compris les violations des droits LTB, de la protection de l'enfance et des violences basées sur le genre (VBG)) dégage les sous-préfectures de Batangafo, Bamingui, Abba et Baboua comme zones prioritaires. L'insuffisance des données sur les retours du notamment à la faible capacité des acteurs à de suivre les retours des déplacés qui se trouvent en familles d'accueil et à la difficulté de suivre les retours spontanés non durables font que plusieurs zones de retour se trouvent au 3ème niveau de sévérité dans l'outil de comparaison. Ce défi sera adressé en cours d'année. Le niveau de sévérité par sous-cluster est reflété sur les cartes de chaque sous-cluster dans une annexe détaillée.

POPULATION AFFECTÉE

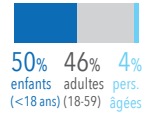
PERS. DANS LE BESOIN

2,0M

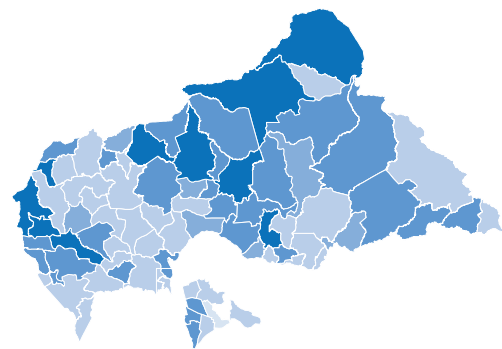
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



LeProtection générale, y compris LTB

L'analyse de la vulnérabilité de la protection générale s'est basée sur la proportion des déplacés internes et des retournés couverte par le monitoring protection, de la présence des acteurs de protection et du volume des violations LTB identifiées. L'évolution de la situation notamment dans les zones de retour a démontré l'impact de la question LTB sur la cohésion sociale entre les populations locales et les retournés; qui a fait ajouter le LTB dans l'analyse de la vulnérabilité et la détermination des zones prioritaires.

Les catégories de la population dans le besoin comprennent les personnes déplacées internes (384 884), les membres des familles d'accueil (235 590 personnes), les retournés (197 547), les rapatriés spontanés (26 265), les victimes

LOGEMENT TERRE ET BIEN

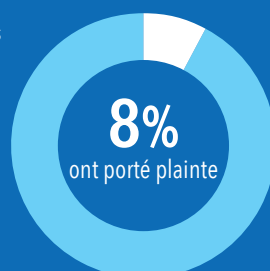
100 000

personnes victimes des violations LTB



VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

3 077 victimes identifiées ont reçu une prise en charge psychosociale en 2016



EAFGA

13 000

enfants associés aux forces et groupes armés

3 000 nouveaux EFGA en 2016



des violations LTB (100 000 personnes), les communautés à risque, les populations vivant dans les couloirs de transhumance et dans les zones des conflits et d'autres vulnérables incluant les victimes des graves violations de leurs droits.

Protection de l'enfant

Selon l'analyse du Sous-Cluster 1 460 000 enfants ont besoin de protection (50.2% filles). Le Sous-Cluster estime que 0.1% des enfants en besoin de protection sont confrontés à un risque de violences sexuelles. A cela s'ajoute les autres formes de violences (les accusations de sorcellerie, les violences commises sur les enfants de la rue, le mariage précoce, les MGF) préexistantes au conflit mais qui ont pris des proportions plus importantes à cause de la crise. Le Sous-Cluster estime que 40 000 enfants risquent d'être séparés familiale dans la phase de retour des PDI et des réfugiés. Les enfants déplacés et en besoin de protection sont estimés à 180 000. Environ 3 000 nouveaux cas d'EAFGAs ont été identifiés suite aux dernières évaluations des acteurs de protection de l'enfance en RCA, ce qui augmente à 13 000 l'estimation des EAFGA. Par ailleurs, 7 913 EAFGAs (29.5% fille) déjà sortis des groupes armés continuent d'avoir besoin d'appui pour leur réintégration. Les enfants en besoin d'appui psychosocial, y compris les EAFGA sont estimés par le Sous Cluster à 126 000. Le Sous-Cluster estime que 80 000 nouveaux-nés y compris les déplacés (50.2% filles) devront être enregistrés en 2017.

VBG : L'affaiblissement des institutions communautaires et des cellules familiales a engendré des comportements négatifs et des mécanismes de survie risqués. Il en résulte une augmentation des VBG (violences sexuelles, les agressions physiques en particulier les traitements inhumains et dégradants sur les femmes soupçonnées de sorcellerie). Par ailleurs, la prostitution, les exploitations et les abus sexuels prennent une ampleur inquiétante. Selon le rapport semestriel partiel 2016 du GBVIMS, 3 077 incidents ont été enregistrés dont 1 023 cas de violences sexuelles incluant 597 cas de viols (11% de sexe masculin et 18% des mineurs). Le Sous-Cluster estime que 97 000 femmes et filles risquent de subir des VBG parmi lesquelles 2 000 sont exposées au viol. L'accès des survivants aux services de prise en charge holistique reste un défi, particulièrement pour les survivants de sexe masculin au regard de la disponibilité des services « exclusivement féminin », de la tendance à la féminisation des VBG et de la honte des survivants à utiliser des services « destinés aux femmes ».

BESOINS HUMANITAIRES

Les défis relatifs à la protection de la population et des personnes à besoins spécifiques restent énormes. La phase initiale de retour des déplacés internes et des réfugiés dans plusieurs régions a démontré l'importance de LTB et ses répercussions directes sur la cohésion sociale entre les communautés.

Protection générale, y compris LTB : renforcer la protection physique des civils en particulier celle des femmes et des enfants contre les groupes armés, renforcer les structures et les mécanismes de réponse de protection de qualité en adaptant la réponse au sexe et à l'âge des victimes, rétablir les liens de coexistence entre les communautés, restaurer l'autorité administrative et judiciaire de l'Etat, renforcer la présence d'acteurs humanitaires dans les zones prioritaires, renforcer les capacités des services de l'Etat et des communautés dans l'alerte, la prévention et la réponse aux cas de protection, réduire la vulnérabilité des populations déplacées ou retournées

Protection de l'enfance: continuer à accélérer le processus de retrait des EAFGAs, prendre en charge tous les autres enfants vulnérables et affectés par le conflit, renforcer l'environnement protecteur à base communautaire et la prise en charge adéquate holistique, renforcer la prévention contre la séparation familiale dans la situation de déplacement forcé.

VBG: renforcer la participation, l'autonomisation et le leadership des femmes dans leurs communautés et le cadre protecteur afin de réduire leur vulnérabilité et les menaces et augmenter les capacités des communautés à lutter efficacement contre les VBG. Renforcer l'accès (rapprochement des services, extension de la couverture géographique et accessibilité financière) des survivants à une prise en charge holistique rapide et de qualité qui répond aux normes standards et qui prend en compte les besoins différenciés des femmes, filles, hommes et garçons survivants des VBG, renforcer les capacités techniques, matérielles et financières des prestataires psychosociaux, médicaux, juridiques et judiciaires dans la prise en charge des survivants.

SANTÉ

APERÇU



Depuis 2013, 213 formations sanitaires sur 935 (22,8%) ne sont pas opérationnelles du fait du manque de personnel, de médicaments et d'équipements. Les couvertures vaccinales sont faibles (Penta 3 = 26% au mois d'août 2016) et moins de 40% des ménages disposent de deux moustiquaires. Les cas de violences sexuelles et de viols ont augmenté de manière considérable depuis le début de la crise et le système de santé n'est pas en capacité de les prendre en charge dans un délai raisonnable. En 2015, moins de 26% des 693 cas de viols caractérisés recensés ont été pris en charge dans des structures de santé en moins de 72 heures. En matière de santé mentale seule la ville de Bangui dispose d'un service de psychiatrie. Les plateaux de soins obstétricaux et néonataux d'urgence sont incomplets dans la plupart des centres de santé.

POPULATION AFFECTÉE

La crise centrafricaine affecte pratiquement toutes les préfectures sanitaires du pays à des degrés divers. Certaines localités ont pu développer des mécanismes de résilience mais d'autres peinent à se relever notamment dans les zones où les groupes armés sont présents.

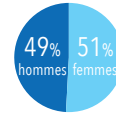
Les populations dont les besoins en santé ne sont pas ou peu couverts se trouvent dans 32 des 79 sous-préfectures que compte le pays. Au total, 1 273 926 personnes ont besoin d'une assistance en matière de santé.

Les groupes les plus vulnérables sont les déplacés, les retournés et leur communauté d'accueil, les habitants des enclaves musulmanes, les femmes enceintes, les femmes allaitant des nourrissons de moins de 12 mois, les enfants de moins de 5 ans et les personnes soumises à un risque létal nécessitant une prise en charge urgente.

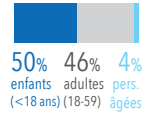
PERS. DANS LE BESOIN

1,3M

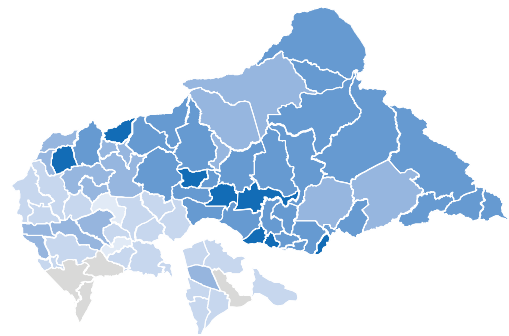
PAR SEXE



PAR ÂGE



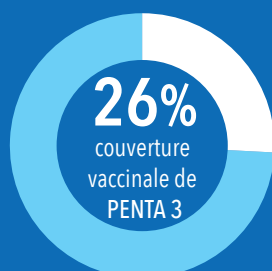
CARTE DES SÉVÉRITÉS



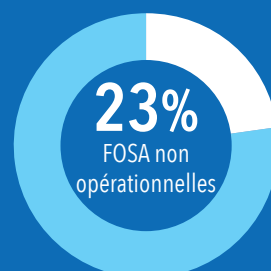
BESOINS HUMANITAIRES

La situation sanitaire est préoccupante en République centrafricaine, surtout dans le Nord, au Centre et à l'Est où de nombreux besoins en santé ne sont pas couverts. Les besoins d'accès aux services de santé de base de qualité sont insuffisants notamment pour le traitement des maladies les plus courantes, la vaccination, les moustiquaires imprégnées d'insecticide, la santé reproductive, le traitement des maladies chroniques (Hypertension, Diabète, Drépanocytose, Maladies cardiovasculaires), la prise en charge clinique des cas de viols et la santé mentale.

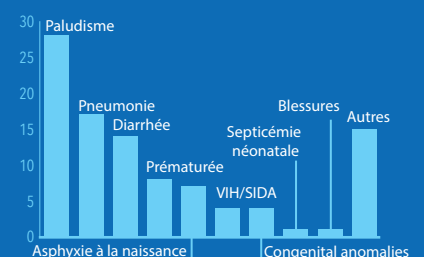
COUVERTURE VACCINALE



FORMATIONS SANITAIRES



CAUSE MORTALITE ENFANTS -5 ANS



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

APERÇU



La population centrafricaine a adopté une logique de production à minima à cause du faible accès aux intrants agricoles, le risque de déplacement, le pillage des récoltes par les bandes armées, la faible capacité d'écoulement des débouchées du fait de la dégradation des routes et du manque de connaissances techniques. La population est dans une situation de vulnérabilité face aux chocs sécuritaires, économiques ou environnementaux. A cela s'ajoute la paupérisation volontaire liée au fait que pour éviter les risques de prédation, les déplacés s'enfuient sans emporter de réserve ni d'argent et les problématiques liées au retour.

POPULATION AFFECTÉE

Le nombre de personnes en besoin immédiat d'aide humanitaire est estimé à 2 000 000* de personnes (populations en phases 3 et 4, résultats de l'IPC d'août 2016). Les populations les plus vulnérables sont celles qui se trouvent dans les zones classées en phase humanitaire selon l'IPC (phase 3 – Crise et 4 - Urgence), où au moins 20% des ménages ont des déficits alimentaires considérables, ne peuvent couvrir le minimum de leurs besoins alimentaires qu'en ayant recours à des stratégies d'adaptation irréversibles, et/ou souffrent de malnutrition aiguë à des taux élevés ou supérieurs à la normale (phase 3). Les plus affectés ont des déficits alimentaires extrêmes, subissent une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence entraînant des déficits de consommation alimentaire à court terme, et/ou connaissent des taux de malnutrition aiguë très élevés ou une mortalité excessive (phase 4)

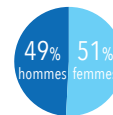
BESOINS HUMANITAIRES

L'ensemble du pays est affecté par une absence de reprise

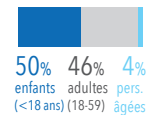
PERS. DANS LE BESOIN

2,0M

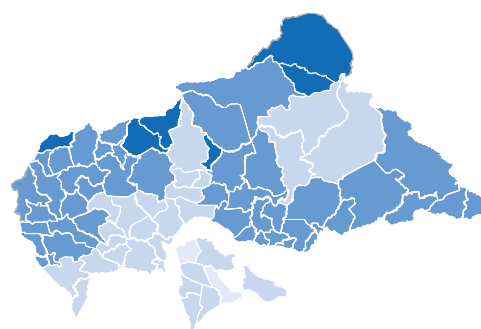
PAR SEXE



PAR ÂGE



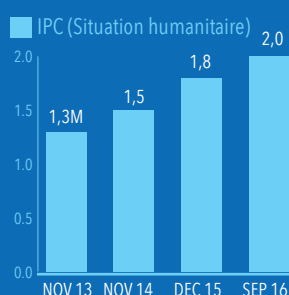
CARTE DES SÉVÉRITÉS



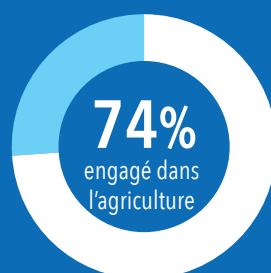
économique. La production agricole reste extrêmement fragile et ne suffit toujours pas à la consommation nationale. Le passage des périodes de soudure est régulièrement critique. Les éléments d'une crise chronique et structurelle de malnutrition semblent se mettre en place dans le pays. Sans le maintien d'une assistance suffisante visant à renforcer la résilience des populations, la sortie de ce cycle négatif sera extrêmement difficile pour la population, en particulier dans les zones où les moyens d'existence sont paralysés par l'insécurité et les déplacements. En 2017, les populations déplacées auront besoin d'une assistance alimentaire directe. Pour le reste de la population, seul le renforcement de la production, du stockage et de la commercialisation pourra réduire durablement l'insécurité alimentaire

*Il faut noter que le chiffre de population vulnérable a été calculé sur la base d'une population totale de plus de 5 Millions (y compris pourtant les réfugiés centrafricains hors du pays). La communauté avait décidé de travailler sur la base d'un calcul de population total de 4,6 Millions de personnes vivant à la République centrafricaine. La prochaine révision de l'IPC devra réviser le chiffre de 5 Millions et utiliser le chiffre accordé de 4,6 Millions.

EVOLUTION IPC PHASE 3-4



POPULATION AGRICOLE



INSECURITÉ ALIMENTAIRE

1 sur 5 est en insécurité alimentaire



LOGISTIQUE

APERÇU



La RCA fait face à un déficit en termes d'infrastructures. Ces difficultés logistiques représentent un des obstacles majeurs à la croissance du marché des transports et des services et donc du pays par extension. Les coûts des produits importés et vendus sur le marché centrafricain ne sont pas compétitifs notamment en raison du mauvais état des routes et, par conséquent, aux coûts des transports qui sont prohibitifs. Cette situation appauvrit d'autant plus la population qui n'a pas les moyens de subvenir à ses besoins.

La majorité des importations en RCA se fait à partir du port de Douala au Cameroun. En dépit du nombre de projets de réhabilitation des routes et des ponts mis en œuvre par la communauté humanitaire en 2016, l'accès à de nombreuses zones reste impossible et insécurisé. Les contraintes d'accès et d'entreposage en dehors de la capitale sont régulièrement rapportées par les acteurs humanitaires.

BESOINS HUMANITAIRES

Sur plus de 25 000 km de routes en Centrafrique, moins de 600 km sont bitumés soit environ 2,5% de la totalité du réseau routier. Le réseau secondaire a impérieusement besoin de réhabilitation et d'entretien. L'insécurité est un facteur important qui affecte le développement de ce secteur et restreint l'accès humanitaire. Les opérations de réhabilitation d'ouvrages routiers et de pistes devront rester une priorité pour la communauté humanitaire afin de faciliter l'acheminement de l'aide dans les zones reculées.

Sur les 42 plateformes aéroportuaires enregistrées dans le pays, 29 sont utilisées par les acteurs humanitaires. UNHAS est l'acteur majeur en matière de transport de passagers et de fret aérien.

La qualité des pistes et la sécurité autour de ces 42 plateformes aéroportuaires est toute relative, notamment durant la saison des pluies. Le service UNHAS restera essentiel pour toute la communauté humanitaire en 2017, notamment à cause de la volatilité de la situation sécuritaire dans le pays et du mauvais état des routes.

La capacité d'entreposage est limitée dans tout le pays. Bangui est la seule ville où l'on peut trouver des entrepôts de grandes capacités. Dans les préfectures, mise à part quelques exceptions comme à Bouar ou Berberati, il n'existe aucun entrepôt de grande capacité. Le service d'entreposage

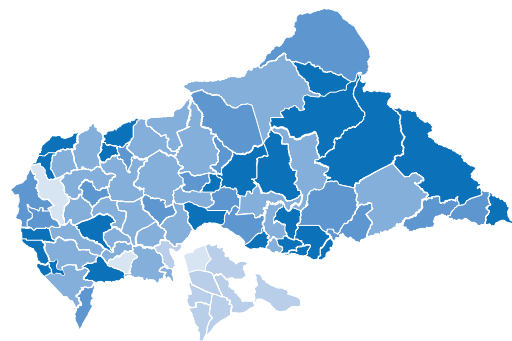
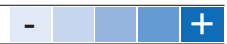
PERS. DANS LE BESOIN

—

PAR SEXE

PAR AGE

CARTE DES SÉVÉRITÉS



mutualisé proposé aux organisations humanitaires à Bangui est une opportunité qu'il faudra conserver en 2017 afin de parer à toute éventualité, qu'elle soit d'ordre logistique ou sécuritaire. La mise à disposition ponctuelle de structures de stockages modulaires pour les préfectures est également à pérenniser.

La logistique de transport étant très coûteuse en RCA mais cruciale pour le déploiement de l'aide humanitaire, il faudra également favoriser les initiatives de travail collaboratif entre organisations afin d'optimiser ce poste de dépenses.

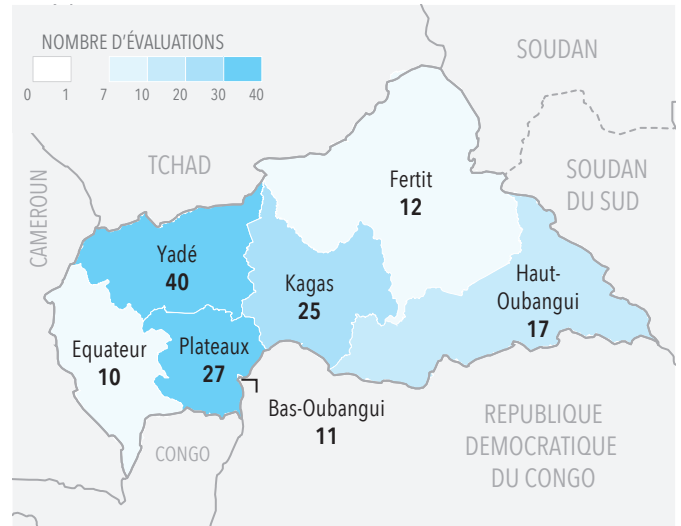
Le port de Bangui a été réhabilité en 2015 avec un financement de l'Union Européenne et permet le transport en baleinières. Le développement du transport fluvial nécessiterait la réhabilitation des ports de Kouango, Bambari et Mobaye pour permettre la relance des activités économiques avec le transport des produits maraichers, du bétail et des personnes.

DÉFICIT D'INFORMATION ET PLANIFICATION DES ÉVALUATIONS

L'analyse des besoins humanitaires est basée sur des évaluations menées entre janvier 2015 et août 2016, ainsi que les différents rapports de suivi fournis par les groupes sectoriels.

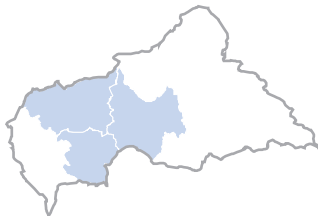
Le calendrier de cet aperçu n'a pas permis malheureusement d'exploiter les évaluations nationales de la sécurité alimentaire qui seront réalisées conjointement par le PAM, la FAO et le gouvernement de septembre à novembre (juste après les récoltes).

NOMBRE D'ÉVALUATIONS	NOMBRE DE PARTENAIRES	ÉVAL. DES BESOINS PLANIFIÉES
142	74	-

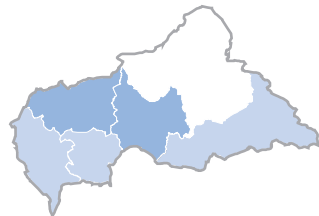


26

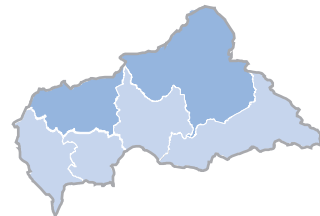
ABRIS/NFI/CCCM



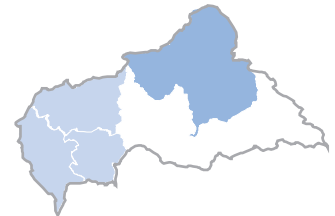
EAU, HYGIÈNE ET ASSAIN.



EDUCATION



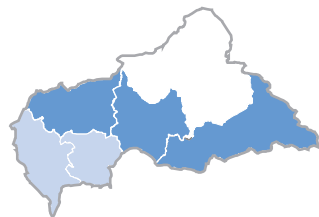
MSSC



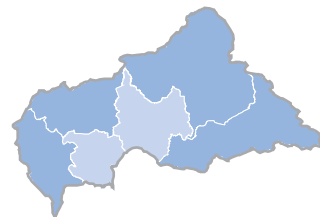
NUTRITION



PROTECTION



SANTÉ



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



